

Regarding Political and Security Matters
Assistance and Protection

C/Pol/300-Composition and Structure of the Republic of the Congo

17/06/1960-12/10/1960

1/3

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES 5-0735

BOX 18

FILE 6

ACC. DAG 13/1.6.1.0



Confidentiel

Mme → Dr Bruche

Avec les compliments

du

Consulat Général de Danemark

Received in my office 20/760
P.J.

C/Pol. 300

12 October 1960

Dear Bryan,

Herewith are records of Parliamentary bodies available so far.

If you feel that this is useful background material, let us know and we will continue to send them to you as they become available.

With best regards,

Yours sincerely,

Jean Pierre Martin

Assistant to the Special Representative

Mr. Bryan Urquhart,
Office of the Under-Secretaries for Special
Political Affairs,
Office 512,
United Nations,
New York, N.Y.
U.S.A.

c/Pol 300 ✓

Alliance des Bakongo

ABAKO

SIEGE SOCIAL
22 AVENUE DE LA VICTOIRE
COMMUNE DE DENDALE
B. P. 43 LEO VII — TEL. 8367
LEOPOLDVILLE

Leopoldville, le 9 septembre 1960

OBJET:

REF:

ANNEXE:

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint
de l'O.N.U.

à Léopoldville.-

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous transmettre copie
du télégramme du comité central de l'Abako à l'Organisation des
Nations unies à New-York.

Je vous en souhaite bonne réception et
vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général Adjoint, l'
assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Comité central

Le Secrétaire Général



Alliance des Bakongo

ABAKO

SIEGE SOCIAL
22 AVENUE DE LA VICTOIRE
COMMUNE DE DENDALE
B. P. 43 LEO VII — TEL. 8367
LEOPOLDVILLE

Leopoldville, le

9/9/60

CONSEIL SECURITE NEW YORK.

OBJET:

REF:

ANNEXE:

AUCUN ACTE GOUVERNEMENT REVOQUE NE PEUT CONTREDIRE AUX
POUVOIRS CONSTITUTIONNELS CONFERES CHEF ETAT Stop
COMITE CENTRAL ABAKO ENCORE UNE FOIS SAISIT ONU REALISER
IMMEDIATEMENT NOBLE MISSION ASSURER RESPONSABILITE MAINTENIR
ORDRE ET PAIX POUR INTERET PEUPLE CONGOLAIS Stop
VOUS CONFIRME EN OUTRE RESPECTER TENEUR SON TELEGRAMME
II 8 60 COURANT UNIQUE SOUHAIT ATTENDU PAR PEUPLE CONGOLAIS POUR
SAUVERGARDER A L INSTANT VIES HUMAINES SERIEUSEMENT MENACEES
Fulistop.

COMITE CENTRAL ABAKO:

V. MOANDA V.Président Général

A. KINGOTOLO Secrétaire Général

Ed. NZEZA-N'LANDU Conseiller Général



Pour l'Alliance des Bakongo.

S/ A. KINGOTOLO

S/ V. MOANDA

S/NZEZA-N'LANDUEd.

Secrét. Général

Vice-Présit G

Conseiller Général.



INTER - OFFICE MEMORANDUM

file

8 Sept 1960

TO :

Miss Lacerte. - B64

FROM :

W. Wood mail in

SUBJECT :

*The attached petition was handed
to us for delivery by a local.*

Thank you

Color

c/Pol 300 file

Léopoldville, le 6 Septembre 1960

QUARTIER GENERAL DE NATIONS UNIS

LEOPOLDVILLE.-

=====

Messieurs vous trouverez ci-joint les copies de télégrammes, et vous prie de ~~KH~~ vouloir bien le Diffuser ce midi ainsi que le soir.

Agréer Messieurs nos sincères salutations

pour le peuple Kongolais

Le responsable

Imioko Bernard



Mbituasa Antoine.



- TELEGRAMME -

M. J. KASAVUBU

CHEF D ETAT

REPUBLIQUE DU CONGO LEO

EEEE

FELICITONS DECISIONS STOP

VOULONS VIVRE EN PAIX AU LIEU EN GUERRE TRIBALE ET DICTATURE

AINSI QUE COMMUNISME APPLIQUE PAR LUMUMBA FILLSTOP

C.C.

PARLEMENT KONGOLAI

EX-PREMIER MINISTRE

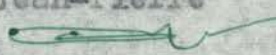

RADIO NATIONALE KONGOLAISE LEO


PRESSE ETRANGERES

POUR LE PEUPLE

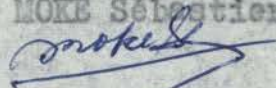
IMICKO Paul  EKOMO Basile 

KAHEMBA Jean  MBITUASA Antoine 

BOHIPO Jean-Pierre  MUIKA Fel. 

EKOMO Emmanuel 

NZAMPANI P. 


MOKE Sébastien 

FAYA André 

KONGO-YASIKA Daniel 

DIBUA P. 

WETETE Pio 

BOIRAI S. 

- TELEGRAMME -

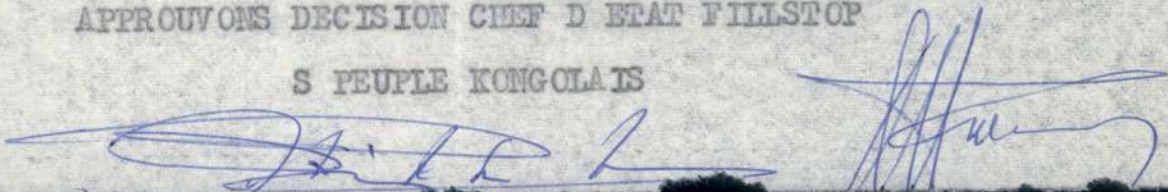
Mr. ILEO

PRESIDENT SENAT LEOPOLDVILLE.

DEMANDONS FORMATION GOUVERNEMENT IMMEDIAT STOP

APPROUVONS DECISION CHIEF D ETAT FILLSTOP

S PEUPLE KONGOLAIS



Monsieur P. LUMUMBA
Ex-Premier Ministre
REPUBLIQUE DU CONGO
LEOPOLDVILLE

PEUPLE KONGOLAIS FELICITE LES DECISIONS PRISES PAR LE CHEF
D'ETAT STOP
NOUS VOULONS VIVRE EN PAIX AU LIEU EN GUERRE TRIBALE ET
DICTATURE AINSI QUE COMMUNISME DONT VOUS NOUS APPLIQUEZ
FILSTOP

POUR LE PEUPLE KONGOLAIS

C.C.

PARLEMENT KONGOLAIS
EX-PREMIER MINISTRE
RADIO NATIONALE LEO
PRESSE ETRANGERES

INTOKO Paul



KAMENGA Jean



BOHIMO Jean-Pierre



INDO Emmanuel



MOKE Sébastien



KONGA-YASIKA Daniel



INTOKO Pio



EREMO Basile



MBITUASA Antoine



MUKA Felix



NEALANI Paul



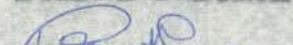
FAYA André



DIBUA Paul



BOLIMAI Salomon



- TELEGRAMME -

Mr. J. KASAVUBU

Chef d Etat

REPUBLIQUE DU CONGO LEO

DEMANDONS ARRESTATION IMMEDIATE LUMUMBA FILISOP

S PEUPLE KONGOLAIS



C/Pol 300

File ✓

Ad 9/6

LIBERTE

XX

N° 2. - Mercredi 7 septembre - Editeur responsable: le Peuple Congolais.

=====

" LIBERTE" journal de la Résistance du Peuple Congolais à la Dictature.

LE CHEF DE L'ETAT, Mr. J. KASA-VUBU, REVOQUE LE SCANDALEUX

"GOUVERNEMENT" LUMUMBA.

Depuis deux mois exactement, le Congo indépendant, un des plus grands pays d'Afrique, est devenu un pays de désordre, d'anarchie, de misère et de guerres tribales.

Deux mois du Gouvernement de Lumumba et de sa clique d'aventuriers et de profiteurs vendus aux Russes: Gizenga et sa Madame Bloutin, Kashamura et son harem de l'Information, Mpolo, Gbenye, Mulale, deux mois seulement de ce gouvernement qui parle toujours et ne fait jamais rien d'autre que d'inciter à la haine, ont fait de notre beau et grand Congo la sujet de moquerie des autres peuples africains, le terrain de lutte des grands puissances, et la honte de notre peuple.

Le Chômage et la Misère, la Faim et la Guerre, la Prison et les Menaces, l'insécurité, la suppression des classes, le recul de la santé, et une effroyable inondation de haines, voilà le "travail" du gouvernement Lumumba!

C'est pourquoi hier, le Chef de l'Etat, Monsieur KASA-VUBU, a dit "C'est assez!". Pour éviter d'autres ruines, d'autres guerres, la ruine complète de notre économie, et de notre Trésor, le Chef de l'Etat a courageusement pris ses responsabilités de Chef de la Patrie congolaise. Il a révoqué Lumumba et son "gouvernement".

Aussitôt Lumumba invoque la Loi Fondamentale! Quel cynisme! Quel culot! Est-ce qu'il a respecté, lui, la Loi Fondamentale? Pas du tout: il s'en moque: suppression illégale de la liberté de presse et d'association, arrestation illégale de sénateurs et de députés, etc..

Il réunit d'urgence un soi-disant Conseil des Ministres, mais auquel n'assistait que ses fidèles serviteurs du MNC et alliés! Il veut faire croire que les Ministres étaient avec lui!

Mais le Peuple Congolais, le Peuple de Léopoldville, lui, a déjà choisi! Il a salué avec joie la décision courageuse du Chef de l'Etat, que tous espéraient! L'après-midi, la jeunesse Congolaise, la vraie, manifestait en masse pour réclamer l'arrestation de Lumumba, coupable de révolte ouverte contre le Chef de l'Etat! Elle faisait un accueil délirant à Jean Bolikango, libéré des prisons de Lumumba par ordre du Chef de l'Etat.

Lumumba, désarmé, a voulu faire appel à l'aide des Russes pour rétablir son pouvoir et se servir encore de la Radio pour "justifier" sa conduite inqualifiable! Mais là encore, il a perdu la partie: l'ONU a occupé tous les aérodromes du pays, et les avions russes n'ont pas pu atterrir à Léopoldville. Elle a occupé la Radio à la demande du Chef de l'Etat, et a suspendu toutes les émissions.

Lumumba, Gizenga, Kashamura, Mpolo: vous aviez rêvé de régner sur la Patrie Congolaise, avec l'aide des Russes, et d'en faire une colonie soviétique et communiste!

Mais la fin de votre règne néfaste et scandaleux est proche, et il faudra rendre des comptes bientôt à la Nation Congolaise! Le Peuple Congolais souverain et libre vous jugera à vos actes, et vous condamnera!

Banninga!

UT'O 1945 TII 1960, BIKOLO 28 BIYE BIZALAKI "COLONIES", BIKOMI INDEPENDANTS: Inde, Pakistan, Birmanie, Vietnam, Laos, Cambodge, Ondonésie, Malaisie, Maroc, Tunisie, Lybie, Egypte, Soudan, Somalie, Mali, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, Togo, Cameroun, Volta, Congo, Tchad, Centrafrique, Gabon, Madagascar na mpe Congo ya bisu.

UT'O 1945 TII 1960, BIKOLO 12 BIYE BIZALAKI INDEPENDANTS BIKOMI SIK'OYO "COLONIES" YA BA RUSSES TO YA BA CHINOIS:

Pologne, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Albanie, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Lithuanie, Lettonie, Esthonie, Corée du Nord mpe Thibet. Mokili mwa bango, kompani na Leta na mpe basoda, biloko binso bikomi o maboko ma ba Russes to ba Chinois.

CONGO YA BISU NDE EKOMI. EKOLO YA I3 MPO YA BA RUSSES ? NDE EKOMI "COLONIE" YA BA RUSSES SOKO BOTIKI LUMUMBA ASALA OYO YE ALINGI !

NOUVELLES BREVES

- Déclaration du Chef de l'Etat: Hier soir, à 11 h, Mr KASA-VUBU, Chef de l'Etat, a confirmé la révocation de l'ex-dictateur Lumumba et de cinq de ses complices: le sinistre Kashamura, Gbenye, Mwamba, Ministre de la " Justice" (sic), Lumbala, spécialiste de l'escroquerie, et Bolamba.

- Mr ILEO, le nouveau Premier Ministre, a commencé ses consultations aujourd'hui pour la formation d'un Gouvernement vraiment démocratique.

- Une manifestation de patriotes congolais se déroulait hier après-midi dans le calme. Le cortège se dirigeait vers la Résidence de l'ex-Premier Ministre, quand, sans aucun avertissement ni sommation, une bande de policiers à la solde de Lumumba ont sauvagement ouvert le feu, ~~faisant~~ faisant deux morts et une dizaine de blessés parmi les manifestants. Encore des morts et des blessés en plus au passif du sanglant Lumumba!

- Quelques heures plus tard, des bandes de policiers dévoués à Lumumba, sous prétexte de contrôle, se livraient de nouveau à des brutalités contre les paisibles citoyens qui rentraient du travail.

Dernière Minute : LE CHEF DE L'ETAT A DONNÉ ORDRE DE LANCER UN MANDAT D'ARRET CONTRE LUMUMBA ET CERTAINS DE SES COMPLICES. POUR REBELLION OUVERTE CONTRE L'AUTORITÉ LEGALE ET APPEL A L'INSURRECTION. - LUMUMBA EST EN FUITE ET EST RECHERCHÉ ACTIVEMENT. - IL SE CACHERAIT DANS UNE AMBASSADE D'UN PAYS DE L'EST.

ON ANNONCE L'ARRESTATION DU SINISTRE KASHAMURA.

Frères du Congo! Courage et confiance! L'heure de notre vraie libération a sonné! Tous unis autour du Chef de l'Etat pour vaincre la dictature! Le Congo aux vrais patriotes congolais !

C/Pat 300

LEOPOLDVILLE, le 7 septembre 1960.

GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

aux

GOUVERNEMENTS FRERES

Devant le danger qui menace en ce moment la République du Congo et ses habitants, suite au complot organisé de concert par les impérialistes belges et Monsieur KASA-VUBU, lequel vient d'être déchu de ses fonctions de Chef d'Etat, conformément aux résolutions adoptées lors de la conférence panafricaine et par lesquelles toutes les délégations ont condamné l'agression des impérialistes belges et plaidé avec énergie la sauvegarde de l'unité et de la sécurité territoriale, le gouvernement légal de la République du Congo, réuni ce jour en session extraordinaire, serait très reconnaissant si votre gouvernement peut lui assurer une aide militaire immédiate en mettant à sa disposition les troupes de votre armée, des armements nécessaires et si possible, les avions pour le transport des troupes.

Nous nous adressons à vous en toute confiance, convaincus que nous trouverons auprès de vous et de votre gouvernement toute l'aide désirable dont notre pays a besoin pour faire face au grand complot des impérialistes.

La victoire des impérialistes et de leurs collaborateurs au Congo serait une défaite pour toute l'Afrique qui lutte aujourd'hui pour sa libération.

Le gouvernement et le peuple du Congo comptent sur la solidarité agissante des peuples africains devant la dure épreuve qu'ils traversent.

Dans le ferme espoir que notre demande de secours trouvera une réponse immédiate, nous vous prions d'agréer, l'assurance de notre haute et fraternelle considération.

LE PREMIER MINISTRE,

P. LUMUMBA.-

4/Pol 300

Projet de déclaration

Dans un esprit de bonne volonté et de concorde, nous invitons tout le peuple congolais à s'associer à nous et à nous donner son appui pour la solution des problèmes qui se trouvent à la base de nos difficultés actuelles.

Le problème de notre division territoriale sera examiné de façon la plus sérieuse pour répondre aux besoins de toutes nos populations et pour satisfaire leurs aspirations. Cette division territoriale sera entreprise suivant la procédure légale prévue à cette fin et fera l'objet d'études préalables approfondies, tant des points de vue administratif et financier qu'éthnique et social. Ces travaux débuteront immédiatement.

Nous avons spontanément fait appel à l'ONU à un moment difficile de notre histoire. Notre appel a été entendu et l'ONU est au Congo. Nous formerons une commission mixte composée du Gouvernement central et de représentants de l'ONU pour étudier et éliminer toutes les sources de friction et favoriser la compréhension mutuelle des besoins de notre pays. Nous croyons savoir que l'ONU est disposée à désigner des hauts fonctionnaires pour la représenter au sein de cette commission. Ces hauts fonctionnaires seront constamment et personnellement à la disposition du Gouvernement pour le renseigner sur toutes les questions relatives au programme de l'ONU. Ils fourniront notamment des détails sur les activités militaires de la Force de l'ONU ^{bien qu'il appartienne à l'ONU} de prendre en dernier ressort les décisions à ce sujet, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Dans le domaine de l'assistance technique, un mécanisme spécial existe déjà, au sein des Nations Unies, pour assurer le respect de la souveraineté de la République du Congo et garantir que le droit de décision demeure celui du Gouvernement. ^{Si} ~~Si~~ ^{il} existe déjà des dispositions pour assurer les consultations nécessaires concernant les décisions à prendre en ces matières, la nouvelle commission rendra possible l'examen continu et personnel du programme à l'échelon le plus élevé.

Nous prenons note du désir marqué qui existe parmi les membres des Nations Unies de faire parvenir leur contribution au Congo par l'intermédiaire des Nations Unies. Nous approuvons cette politique parce qu'elle est la plus conforme au maintien de notre indépendance et souveraineté sans obligation spéciale envers des puissances déterminées. Nous sommes convaincus que les Nations Unies, en tant qu'organisation internationale, représentant les intérêts de tous les peuples et non pas ceux de puissances particulières et, par conséquent, constituent le seul moyen approprié

pour l'envoi de toute forme d'aide, soutien ou assistance technique. Pour ces raisons, nous sommes convenus que le Gouvernement ne doit accepter aucune aide de pays particuliers si elle n'est pas coordonnée par les Nations Unies. Cette procédure constitue la preuve la plus évidente de notre stricte neutralité.

Nous reconnaissons que, pour un fonctionnement harmonieux des institutions de l'Etat, il est indispensable que les contacts personnels les plus étroits soient maintenus entre le Chef de l'Etat et le Chef du Gouvernement. Il nous incombe, à cet égard, d'établir une tradition qui guidera les hommes d'Etat de la République du Congo, au cours des générations à venir.

Certains actes du Gouvernement, ayant besoin, pour leur validation, de la signature du Chef de l'Etat, celui-ci a devoir de se renseigner sur ces actes pour lesquels son consentement est ainsi requis. Nous sommes convenus de pourvoir à ce besoin et, dans un esprit de parfaite entente, de développer nos relations en jetant les bases d'une tradition qui, pour d'autres pays, s'est révélée si utile et si nécessaire aux grands moments de leur histoire.

Nous sommes profondément émus par certains actes de violence qui ont eu lieu sur plusieurs points du territoire de la République. Nous déplorons ces faits. La haine entre frères n'a jamais conduit qu'à la forme la plus néfaste de la violence et la violence n'a jamais pu apporter de solution à aucun problème.

Dans l'intérêt supérieur de la patrie, nous faisons appel à toutes les populations du Congo et à tous leurs leaders, en leur demandant de se recueillir, de s'élever au-dessus de leurs querelles et de commencer dans la pensée de l'indépendance pour résoudre pacifiquement leurs problèmes et maintenir l'unité nationale qui pourra seule assurer la prospérité de notre pays.

ANNOUNCEMENT TO ALL THE PEOPLE

We would let you know, every household, that from today LUMUMBA is no longer Minister, his rule is ended, from today we do not want him any more because there have been too many troubles owing to his Government, LUMUMBA has killed the country, for everybody there has been only trouble all the time.

Today, LUMUMBA's Gouvernement is dead, he himself can no longer work with power, from today he vacates his seat of power, this seat which he had, he relinquishes it to another person who will succeed him.

Brother, have no doubt, LUMUMBA's Government is finished, it is finished today, have no doubt, LUMUMBA's Government is finished today.

Le Salut immédiat

7.9.60.

Translation of mimeographed leaflet distributed in the African city, said to have been duplicated during the night on telephoned instructions from Kasa-Vubu to Abako headquarters.

1600
C/PL 300 ✓
DISCOURS PRONONCE PAR MONSIEUR KASAVUBU
et radiodiffusé de Brazzaville le 6 septembre 1960

ONUC
MIL INFOR

Je viens d'annoncer hier soir que j'avais pris la grave décision de révoquer le Premier Ministre, Monsieur Lumumba, et de confier à Monsieur ILEO, Président du Sénat, la lourde charge de diriger le Gouvernement digne de ce nom. Voici des précisions sur l'ordonnance que j'ai signée hier soir avec regret et qui a été contresignée par les deux Ministres:

Article 1 Monsieur Lumumba Patrice, Membre de la Chambre des Représentants, est révoqué de ses fonctions de Premier Ministre et de toutes ses autres fonctions.
(Interruption de transmission)

Article 2 Sont révoqués de leur fonction respectivement:

Le Ministre de la Justice,
Ministre de l'Intérieur
Ministre des Informations,
Secrétaire d'Etat des Informations,
Secrétaire d'Etat près du Premier Ministre.

Article 3 Monsieur ILEO Joseph, Président du Sénat, est nommé Premier Ministre, Ministre de la défense Nationale et Ministre de la Justice.

Malgré mes précisions sur ma décision de hier soir, cependant, Monsieur Lumumba, révoqué et sans pouvoir, s'est permis de forcer l'entrée dans le poste de radiodiffusion nationale, et par deux fois hier soir de proférer des discours délirants appelant la population à se soulever contre le pouvoir établi légalement suivant la Loi Fondamentale du 19 mai 1960. En effet, l'Article 22 de la Loi Fondamentale dispose que le Chef de L'Etat nomme et révoque les Ministres. La Loi Fondamentale ne donne aucun pouvoir aux Ministres de révoquer ni de démettre le Chef de L'Etat de sa forte charge. -

Nos soldats me connaissent. Ils savent que je n'ai qu'un désir, le bien de tout le peuple de notre pays. Je sais que je peux compter sur eux. Ma décision et toute mon action est encore fondée sur la Loi. Je sais aussi de pouvoir compter sur l'ONU, car le salut du pays l'exige. Votre Premier Ministre, Ministre de la Justice, prendra donc les mesures que la situation impose et tournera notre attention sur les véritables problèmes du pays. Vous venez de passer deux mois d'inquiétude, d'angoisse.

C1

- 2 -

Le pays glissait lentement mais sûrement vers la dictature, vers le communisme. Le communisme international qu'il sache que les Bantoues n'ont que faire de lui; ils n'en veulent pas. Maintenant, mes frères, vous pouvez respirer librement et vous livrer à votre occupation de chaque jour, dans la paix, dans le calme, dans la vérité, dans le cadre amical, avec tous ceux qui collaborent au bien et au progrès de notre chère République. -

Vive la République du Congo!

Vivent heureux tous ses habitants.

Distribution:

Cl. C 2. C8

M1 - 7

Liaison Officers.

c/Pd 300 ✓

PROCLAMATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
M. JOSEPH KASA-VUBU

Léopoldville, le 5 septembre 1960

Mes Chers Compatriotes,

J'ai une nouvelle extrêmement importante à vous annoncer: Le Premier Ministre qui avait été nommé par le Roi des Belges, selon les dispositions de la Loi Fondamentale provisoire, a trahi la tâche qui lui a été confiée. Il a recouru à des mesures arbitraires, qui ont provoqué la discorde au sein du Gouvernement et du Peuple. Il a gouverné arbitrairement. Il a privé de nombreux citoyens des libertés fondamentales. Et maintenant encore, il est en train de jeter le Pays dans une guerre civile atroce.

C'est pourquoi j'ai jugé nécessaire de révoquer immédiatement le Gouvernement. Je le fais en vertu des pouvoirs constitutionnels qui m'ont été conférés.

J'ai nommé Premier Ministre, avec effet immédiat, Monsieur Joseph ILEO. Monsieur ILEO est chargé de former le nouveau Gouvernement.

J'assume à partir de maintenant, en personne, le commandement de l'Armée Nationale.

Je puis donner l'assurance formelle aux Membres de l'Armée Nationale, de la Gendarmerie et de la Police, comme aux Fonctionnaires civils qu'ils auront tous les salaires qui leur sont dus et les vivres dont certains ont manqué.

Je demande à l'Armée Nationale de cesser une fois pour toutes leurs luttes fratricides, et de déposer provisoirement leurs armes partout où ils sont, quelle que soit la région où ils se trouvent dans tout le Territoire de la République. Je leur promets qu'après une période d'entraînement et de formation adéquate, ils pourront se reconstituer en une force cohérente et fière, qui assurera seule le maintien de la paix et de l'ordre, pour le bénéfice de tout notre Peuple.

Je m'emploierai à mettre aussitôt fin à la guerre civile qui endeuille notre Pays, à résoudre toutes nos difficultés présentes par des moyens pacifiques seulement. Je fais le serment de veiller à ce que tous les habitants de notre Nation se consacrent désormais au progrès du Pays, dans la paix et la concorde. Je serai aidé en cela, j'en suis sûr, par les ressources que nous accordera, sans arrière-pensée aucune, l'Organisation des Nations Unies.

Je demande tout de suite à l'O.N.U. d'assumer la responsabilité de maintenir l'ordre et la paix. En invitant tous les Peuples de la Nation à la vie pacifique que je leur propose, je leur demande instamment de rester calmes et de me donner leur appui loyal et patriotique.

VIVE LA REPUBLIQUE LIBRE DU CONGO !

I found this in the U.N. Mail Box, thought it might
Interest you.

R.J./- BT.BT.

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE DU KIVU
DISTRICT DU NORD-KIVU
SECRETAIRAT
=====

AVIS IMPORTANT
+++=====+++

c/Pd 300
B 21 64

John McDiarmid
Rec'd this from Steve Pissalides
in Goma. I thought you might
be interested.

SPS
7/9/60

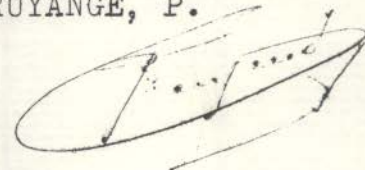
Il est porté à la bonne attention
de toute la population européenne que l'Administration du Nord-Kivu
a été amenée à prendre la décision suivante :
Tous les européens qui ont leurs activités à Goma ou dans les
environs et y résidaient avant les incidents des 8 et 9 juillet 1960
et qui, suite à ces incidents, ont abandonné leur habitation pour
séjourner provisoirement à Kisenyi, tout en travaillant à Goma,
sont priés de regagner leur première résidence endéans les
15 (QUINZE) jours.-

Ceux qui, passé ce délai,
continueront à résider à Kisenyi, tout en venant travailler à
Goma, seront considérés par l'Administration du Nord-Kivu comme
indésirables dans le District du Nord-Kivu et l'accès de ce dernier
leur sera interdit.-

Ces mesures ne s'appliquent toute-
fois pas aux européens qui habitaient Kisenyi AVANT le 8 juillet
1960 et qui y ont encore leur habitation.-

Goma, le 29 Août 1960.-

LE COMMISSAIRE DE DISTRICT;-
RUYANGE, P.



042 au opérateur
-M/S.-

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE D'ETAT
CHARGE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

Direction du Personnel

03 c/pol 300
Léopoldville, le

N° 132/ ~~018037~~ 19 août 1960

OBJET :

Engagement d'agent
technicien temporaire
et d'agent temporaire
auxiliaire.

Note pour Messieurs

- Le Premier Ministre
- Les Ministres et Secrétaires
d'Etat (Tous)
- Les Présidents des Gouvernements
Provinciaux (Tous) sauf Katanga.

Dans le cadre du recrutement des
techniciens dans l'Administration de la République du Congo, il
est proposé d'allouer selon le cas :

- Le traitement de 300.000 francs aux techniciens qui possèdent
un diplôme universitaire.
- Le traitement de 250.000 francs aux techniciens détenteurs
d'un diplôme technique de niveau A1.

Dans le cas qui nous occupe la question
est de savoir s'il faut considérer comme techniciens des agents
métropolitains belges en service à l'Administration avant et
après le 30 juin 1960.

La loi fondamentale en son article
250 stipule que :

"Les fonctionnaires et agents belges, les officiers et sous-
"officiers belges de la Force Publique, les magistrats de car-
"rière en service au Congo au 30 juin 1960, sont mis à la dis-
"position du Gouvernement.

"Les règles du statut qui sera applicable à ces agents et dont
"le respect est garanti, les modalités de leur mise à la dispo-
"sition du Gouvernement ainsi que les garanties dont jouissent
"ces agents pendant l'exercice des fonctions qui leur seront
"confiées seront déterminées par voie de convention entre le
"Congo et la Belgique."

Ces dispositions étaient reprises dans
le traité d'assistance signé le 29 juin 1960 entre le Gouverne-
ment du Royaume de Belgique et la République du Congo. Le dit
traité ayant été violé par le Gouvernement belge et dénoncé par
le nôtre n'a pas été ratifié par le Parlement congolais. De ce
fait il devient caduc.

En conséquence, il n'est plus possible
de maintenir le bénéfice des droits acquis aux agents métropoli-
tains belges en service à l'Administration de la République du
Congo après le 30 juin 1960.

Je vous signale par ailleurs que ces
quelques agents métropolitains belges qui après le 30 juin 1960
sont restés en service à l'Administration de la République du
Congo, par suite de leur propre volonté, n'exercent pas tous un
emploi pouvant leur permettre d'être classés parmi le personnel
technique et spécialiste dont l'Administration de la République
du Congo a besoin.

.../...

Je propose dès lors de classer en deux catégories les non-congolais désireux de prêter leur services sous l'empire du contrat dans l'Administration de la République du Congo.


La première catégorie comprendra les agents techniciens temporaires. Il s'agit des techniciens qui devront occuper un emploi exigeant une qualification technique et spéciale que ne possède aucun agent congolais en service à l'Administration de la République du Congo. Ces techniciens seront régis par un contrat dont la durée est fixée à 5 ans. Ils bénéficieront du traitement de 300.000 francs ou de 250.000 francs de base selon qu'ils possèdent un diplôme universitaire ou un diplôme technique de niveau A1. Ils bénéficieront, en cas de renouvellement du contrat, d'une allocation de rengagement d'un montant de 25.000 francs.

La deuxième catégorie comprendra des agents exerçant un emploi qui ne requiert nullement une qualification spéciale. Le maintien de ces agents à l'Administration dépendra de la nécessité du service même. Il va de l'intérêt de l'Administration de la République du Congo de remplacer, le cas échéant, ces agents par les congolais possédant la même qualification.

Au cas où ces agents temporaires appartenant à la deuxième catégorie, seraient maintenus en service à l'Administration de la République du Congo, je propose de leur offrir un contrat dont la durée sera fixée à 3 ans.

Pendant la durée du contrat ils prêteront leurs services à l'Administration de la République du Congo en qualité d'agents temporaires auxiliaires. Ils bénéficieront d'un traitement de base accordé au personnel de l'Administration de la République du Congo servant sous le régime du statut.

Le Ministre d'Etat
Chargé de la Fonction Publique,
A. GENGE.



SERVICE DE PRESSE

REPRODUCTION LIBRE

N° 286

9.8.60.-

C O M M U N I Q U E

Le Ministère d'Etat chargé de la Fonction Publique communique :

Lors de sa séance du 1er août 1960, le Conseil de Cabinet de la République a décidé de me confier la gestion de la Fonction Publique.

Mon Département aura dans ses attributions des

- Affaires générales et gestion du personnel relevant du Ministère d'Etat à la Fonction Publique
- Etudes statutaires et syndicales - Secrétariat permanent des conseils de consultation syndicale - Commission permanente des réformes statutaires - Relations avec organisations professionnelles agréées pour le secteur public
- Administration générale des Agents de l'Etat - Promotions - Chambre des recours - Comités du Personnel - Effectifs - Distinctions honorifiques - Archives
- Secrétariat permanent au Recrutement - Ecoles de préparation et de perfectionnement administratifs.

Mon Département s'attelle actuellement à l'étude des travaux préparatoires de la Commission de mise en place et soumettra bientôt son rapport au Conseil des Ministres qui aura à se prononcer sur les points ci-après :

- modalités générales et titularisation des agents
- propositions barémiques
- Transposition des grades.

Aussitôt que les décisions du Conseil seront connues, je veillerai à leur diffusion immédiate et à leur exécution intégrale.

Dès lors, je lance un appel à tous les membres des administrations de rester calmes et d'éviter des perturbations qui ne pourraient que nuire à la bonne marche des services publics de notre jeune République.

J'assure le personnel de toute ma sollicitude à son égard et je compte sur sa franche collaboration dans l'exercice de la lourde tâche dont je ne me dissimule nullement la grandeur et les responsabilités.

Congopresse.

C/Pol 300
Elisabethville, le 4 août 1960. file ✓

Monsieur Moïse TCHOMBE

Premier Ministre de l'Afrique Majeur

Président de la République du Katanga

L'Empereur de la Confédération d'Etats d'Afrique

Monsieur HAMMARSKJOELD

Secrétaire Général de l'ONU

Léopoldville

Sa Majesté l'Empereur,

Nous attirons toute votre attention sur vos attaques à l'ONU, en vous précisant que Lumumba et Sendwe sont aussi bien des simples hommes que vous; mais vos ambitions font souffrir et mourir beaucoup d'innocents. Nous vous confirmons que c'est sont les belges qui attaquent l'ONU en se cachant en vous comme un léopard qui se couvre d'une peau de mouton.

Sachez bien que, Congo, selon ses droits après 80 ans de souffrance et d'oppression injuste, avait demandé et eu son indépendance aux yeux de tous les pays du monde avec comme tête ou Capital le Gouvernement Central que vous trouvez la gloire d'anarchiser comme vous voulez. Gare à vous ! Vous vous repentirez tôt ou tard.

Vous vous acharnez à jamais de détacher du Congo le Katanga que vous croyez à vous, que vous connaissez l'origine de toutes ses richesses et que vous voulez très bien annexer à la Belgique votre ami intime. Vous vous trompez fort. Vous oubliez que l'anarchie de Luluabourg conflit Lulua-Baluba incombe à ce même votre ami et qu'il n'a su la réparée. Aujourd'hui, vous aussi, aveugle comme tout, encouragé comme vos frères Lulua, encore par le même soit

disant votre ami intime, vous créez sans l'ignorer la même anarchie au Congo en prenant tous les congolais: Léo; Equateur, Stan, Bukavu etc. etc. pour vos ennemis irréconciliables, qui vous ont mis en désavantages depuis deux mille ans, et dont leurs enfants ont été tués sur votre ordre par l'Union Minière frère de votre ami intime d'avoir demandé augmentation de 100 écus sur leur gros salaire qui appauvissait votre ami intime pour qui votre lutte lucrative est toujours acharnée en sa faveur pour causer du tort à notre pays. Vous parlez sans honte ni aucune réflexion de pays d'Afrique qui pourraient à l'avenir marcher avec vous afin de profiter de vos richesses de votre Katanga pour la prospérité de l'Afrique. Et vous rejetez par contre ceux dont les enfants ont dû donner leur vie pour mettre en valeur vos richesses de votre Katanga. Soyez persuadé qu'avant de vous détacher du Congo et devenir indépendant anarchiquement: vous payerez toutes ces têtes. C'est entendu????????!!!

Si vous luttez avec les mêmes idéologies pour défendre les intérêts de votre ami préféré, nous vous demandons avec insistance d'aller tout de suite dans sa maison, comptez minutieusement ou faites avec lui l'inventaire de stocks de radium, diamants, or, cuivre etc. etc. et évaluez puis amortissez avec lui ses usines et ses forces déployées ici, sans oublier les nôtres, balancez et puis dites-nous ce qui reste comme sa patrimoine à lui payer?????????!!!!!!!!!!!!

S'il desire l'amitié durable avec nous qu'il retire sans délai ses troupes cause de toutes ces troubles. Car, ni les anglais, ni les français, ni les portugais, ou mêmes nos amis grecs et israélites n'ont pas leurs troupes ici, or ils espèrent aussi bien qu'eux d'être protégés par l'ONU.

Voilà nos dernières revendications.

Crapauds Grenouilles

K O N G O
K O N G O

c/Pob 300

LETTRE OUVERTE A MR. MWAMBA Remy
MINISTRE DE LA JUSTICE
GOUVERNEMENT GENERAL

Monsieur MWAMBA,

Les habitants du Congo vous doivent beaucoup de respect du fait que vous avez renoncé votre ville de KATANGA pour habiter les Villa de Léo, Monsieur le Premier Ministre Moïse TSHOMBE vous chérira.

Nous regrettons de ce que vous confiez l'âme de notre pays qu'est la justice aux traitres. Maître Emil JABON a porté les armes pour combattre les Congolais.

Monsieur MWAMBA, si vous continuez à nommer les blancs tels que ROM à la tête de notre justice, nous vous remettons à Mr. TSHOMBE pour qu'il vous apprenne que le Congo est un pays des noirs et non des blancs.

Monsieur le Premier Ministre LUMUMBA vous dira qu'en Guinée le Procureur est un Clerc du Parquet.

Monsieur MWAMBA ne perdez pas de vue que vous avez affaire avec les belges pour les viols dont leur Gouvernement vous accuse, et ce sont les mêmes belges qui doivent juger les Congolais pour donner les renseignements à leur Gouvernement. Quelle bêtise !...

Monsieur le Premier Ministre LUMUMBA, renvoyez Mr. MWAMBA qui ne comprend pas qu'il ne faut pas un diplôme pour juger les gens dans un pays.

A bon entendeur salut...

A bas le Ministre de la Justice Ami des blancs belges
A bas Monsieur MWAMBA Ami des cruels et des barbares.
A bas Maître JABON anti-noirs et traître
A bas la Belgique
Retour au KATANGA Mr. MWAMBA Remy, Mr. TSHOMBE vous attend.
A bas le communisme
Vive la démocratie occidentale

Sé/ DJOBO Henri- Eyanga Louis- DINGA- BEMBE Jules - NGOYI Henri
EKUAKA- MBONO Simon- Camu Etienne TSHIBAMBA Jean- TSHIYAKA
Théodore- DINGENDO Georges- LALU Pierre- MUINI Thomas-
MBENGI Thomas VUMBI Jacques.

C.C. - Chef d'Etat
- Premier Ministre
- Président du Sénat
- Maître JABON
- MR. TSHOMBE Moïse
- Presses Locales et Etrangères
- Mr. DIOMI

Léopoldville, le 29 juillet 1960.

VIVE DAG HAMMARSKJOELD - VIVE L'O.N.U.

A BAS TROUPES D'AGRESSION BELGES - A BAS TSHOMBE.

L'O.N.U. AU KATANGA - NOUS RESTONS UNIS.

~~~~~

A Monsieur Dag Hammarskjöld  
Secrétaire Général de l'O.N.U.  
c/o Ambassade des Etats-Unis  
à

LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous soussignés, présidents d'associations des ressortissants de la province du Katanga, de la Jeunesse Katangaise, des enfants des Anciens Combattants Congolais Katangais et des enfants de soldats Congolais Katangais actuellement en service dans l'armée provinciale Katangaise, avons l'honneur de porter à votre connaissance que suite aux lettres d'alarme que nous recevons chaque jour de la part de nos parents et amis qui vivent au Katanga sous menace de troupes d'agression belges, nous appuyons avec tout coeur la demande du Gouvernement Central de la République du Congo d'envoyer immédiatement l'O.N.U. au Katanga pour sauver la population Katangaise qui n'a pas d'arme pour se défendre contre attaque des troupes belges.

Nous connaissons bien que sans l'Union Minière et le B.C.K. la Belgique ne vivra pas. C'est d'ailleurs dans le but de les conserver que les belges se sont arrangés avec les néo-colonialistes Tshombe et Munongo d'attaquer l'O.N.U. au nom de nos parents soldats congolais Katangais lorsque les forces de l'O.N.U. arriveront au Katanga. Qu'est-ce que vous en dites?

Pour nous comme nos parents et amis se trouvant au Katanga, nous sommes décidés de vivre ou de mourir à côté de l'O.N.U. pour la libération du Katanga et la défense de la République Souveraine du Congo un point c'est tout.

Par même occasion, au nom de nos parents militaires, nous opposons énergiquement le dementi aux fausses déclarations de Monsieur Eyskens, premier ministre belge, dans lesquelles il prétend que les soldats congolais Katangais se sont fraternisés avec les troupes belges. De grace que la Belgique comprenne que le temps d'imposition est passé, sinon, nous mourrons tous avec ses troupes, Tshombe, Munongo et elle même y compris.

Nous sommes convaincus que le soi-disant premier ministre Katangais, Monsieur Moïse Tshombe fils du colon Kapende Tshombe de Kapanga, et un des ministres de Conakat Monsieur Godefroid Munongo fils du chef coutumier Mwenda Munongo de Bunkeya ont touché des millions de francs de la part de belges pour qu'ils puissent trahir le Katanga, mais leurs manoeuvres vont bonnement échouer.

Pour finir, nous vous signalons encore une fois, Monsieur le Secrétaire Général, que nous appuyons nos élus en vous confirmant que nous avons confiance en l'O.N.U. et que l'appel ne sera plus lancé à l'U.R.S.S. Seulement, prière de ne pas oublier que la paix de la République du Congo notamment de la province du Katanga dont nous sommes les ressortissants est conditionnée par l'évacuation sans délai des troupes belges.

Dans l'espoir que la résolution du Conseil de sécurité sera intégralement exécutée, nous vous remercions d'avance et vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de notre plus haute considération.

Pour les Associations précitées,  
LES PRESIDENTS.

*Tshomba*  
TSHOMBA

*Kapambwe*  
KAPAMBWE

*CANDU*  
CANDU  
B.P. 7349  
Léo I



Après les journées fastes des 30 juin et 1er juillet qui ont marqué la proclamation de l'indépendance du Congo, en présence des représentants des pays du monde entier, personne n'~~avait~~ cru que tout cela ne sera aujourd'hui qu'un pieux souvenir. L'espérance des peuples que Léopold II, roi des Belges, avait unis dans l'Etat Indépendant du Congo, mais que la Belgique avait par la suite placés sous sa dénomination, a fait place au désespoir, leur amour à la haine, leur tranquillité à l'inquiétude. Ce n'est plus l'indépendance dans la joie, mais l'indépendance dans la crainte, le désordre et la misère.

Parce que pénétrés de la nécessité de l'unité africaine, nous avons toujours été partisans d'un Congo uni et fort. Mais aussi d'un Congo libre et démocratique.

Certes ce Congo nous l'avons créé à Bruxelles, celui que nous pensions modelé après à l'âme africaine.

Parce que c'est ce seul Congo que nous avons défendu de toutes *nos* forces, nous ne pouvons plus aux yeux du monde entier, laisser perdurer la situation chaotique dans laquelle on nous plonge actuellement. Car nous sommes loin des conclusions de la Conférence de Bruxelles.

Parce que le mensonge <sup>encore</sup> est maintenant présenté sous les apparences du vrai, allons-nous/nous conduire bêtement comme un troupeau de moutons, bien que le pays sombre? Non et non. Au nom d'un peuple libre, d'un peuple qui n'a jamais accepté l'esclavage, nous élevons la voix pour parler en homme libre.

Nous n'avons jamais <sup>promis</sup> à notre peuple que l'indépendance était synonyme de paradis terrestre. Et notre peuple, peuple fort et travailleur le sait pertinemment bien que tout ne s'obtient que par le travail, le travail de tous les jours.

Mais pourquoi ce désordre, pourquoi ce déshonneur alors qu'hier le monde entier, croyant non sans raison au miracle congolais, tournait ses yeux à ce pays que nous construisons au coeur de l'Afrique, un grand pays, riche et fort. Et cela librement.

Le manque d'un programme au service du Congo dans le Gouvernement Central a certes créé un mécontentement général qui atteint le comble avec la mutinerie de nos soldats.

Le gouvernement crut calmer ceux-ci en procédant sans critère aucun à des nominations aux différents postes de commandement. En pratique, le gouvernement a politisé l'armée congolaise en plaçant à sa tête les militants du *MNC Communiste*. C'est une véritable désorganisation de notre armée qui n'a plus de véritable chef. La pleine responsabilité du Gouvernement est engagée dans l'affaire des mutineries. Une désorganisation analogue est aussi en cours dans l'Administration où les cadres n'existent plus, les compétences ne comptent plus.

Tout le monde sait que devant la situation dramatique où vivait le Congo, le ministre des Affaires Etrangères, en accord avec des membres du Gouvernement Provincial de Léo, avait pris les mesures que l'on connaît pour la protection des biens et des personnes étrangères.



Comment peut-on expliquer, s'il y a encore de l'ordre au sein du Gouvernement, <sup>que</sup> le 1er ministre nous annonce la rupture de toute relation avec la Belgique, faisant ainsi d'un incident entre membres du Gouvernement, un incident de caractère international, susceptible de détériorer la paix mondiale. Une enquête doit être ouverte à ce sujet sous la responsabilité de l'O.N.U.

Quelle honte pour avoir fait appel aux troupes de l'O.N.U. pour maintenir l'ordre dans le pays après que le gouvernement ait lui-même désorganisé notre armée, cette armée qui a fait parlé d'elle au cours des deux guerres mondiales. Quelle honte pour nos vaillants soldats, ceux de Tabora, d'Abyssinie, de Birmanie, et que savons-nous encore. Quelle injure au pays entier.

Notre peuple comprendra-t-il, et cela lui servira de leçon, que dans ces troupes de l'O.N.U., il se trouve un détachement de l'armée ghanéenne à la tête de laquelle ~~européen~~ il y a un général ~~européen~~ européen?

Mais ce qu'il ne comprendra plus et qu'il n'admettra jamais, est que, sans en référer aux chambres et sans prendre contact avec le ministre des Affaires Etrangères, le Chef de l'Etat et le premier ministre expriment leur intention manifeste, malgré la présence au Congo des troupes impartiales de l'O.N.U., de faire appel aux troupes des pays communistes. C'est là la conséquence d'un plan savamment orchestré et la raison du Gouvernement de se dérober devant son obligation de présenter son programme aux chambres. C'est là la voie à la dictature en renvoyant tous les techniciens pour créer le désordre, l'anarchie, le chômage et la misère, terrain favorable à tout régime totalitaire. Le communisme est déjà à nos portes.

Le Congo aux congolais.

S'il est question de rompre toute relation avec la Belgique alors que nous avons encore toutes les administrations centrales de tous les parastataux à Bruxelles : la Banque Centrale, la Caisse des Pensions, la Caisse Coloniale d'Assurance, la Caisse d'Epargne, etc., alors que tous les professeurs, la majorité des médecins, ingénieurs sont belges, nous n'admettrions jamais être dans la misère sous la coupe des communistes, la misère de nos anciens combattants, de nos pensionnés, de nos travailleurs, de nos femmes, de nos enfants. Nous n'admettrions jamais après la fin de l'esclavage belge, endurer celui des communistes?

Ah non! peuple libre, nous n'allons jamais à n'importe quel prix, sacrifier notre liberté, toutes nos libertés. Nous ne sommes pas de ceux qui aiment la liberté de se taire et de chômage, mais la liberté de parole et de travail. Nous ne sommes pas un peuple mendiant à qui l'on viendra distribuer du pain, du sucre, du savon. Nos propres usines doivent continuer à tourner pour nous suffire à nous mêmes dans l'interdépendance internationale où il n'y a pas de peuples colonisateurs et de peuples colonisés, mais de peuples à économies très développées et ceux à économies peu développées.


Nous sommes ~~non~~ d'accord à ne plus reconnaître tout ce qui est d'inspiration belge. Dès lors en vertu de quoi peut-on




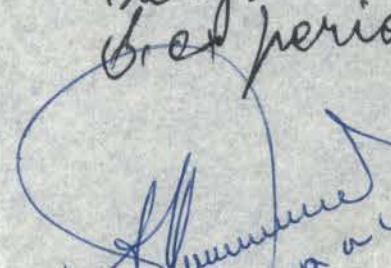
encore soutenir l'union factice des peuples de l'ancienne colonie belge consacrée par une loi fondamentale signée par le roi des impérialistes belges. Car ~~successivement nous~~ nous devons être conséquents avec nous-mêmes. Dans l'indépendance nous devons refaire les pays d'Afrique Centrale sur des bases africaines. C'est là la véritable liquidation du colonialisme européen en Afrique.

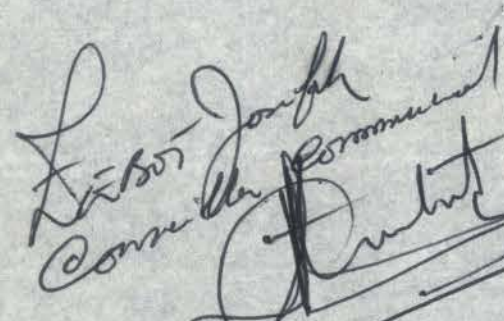
L'Afrique aux africains. Aussi nous insistons pour le retrait immédiat des troupes belges et de l'O.N.U.


Si le parlement congolais continue à approuver aveuglément la politique de désorganisation, de misère et de terreur qu'instaure le Gouvernement Central, l'Equateur déclarera très bientôt sa souveraineté. Une souveraineté qui, dans le cadre de l'unité africaine, permettra tout lien fédéral ou confédéral, avec les autres pays libres de l'Afrique.

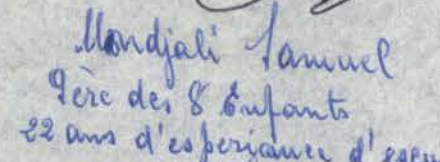
  
Dougo Camille


  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

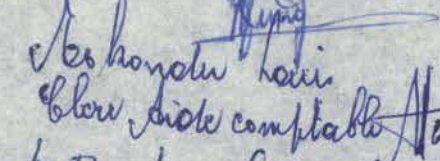
  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches


  
L. J. J. J. J.  
Conseiller Municipal

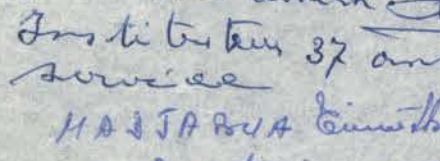
  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches


  
Mondjali Samuel  
Père de 8 enfants  
22 ans d'expérience d'esculpture

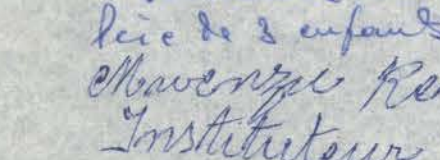
  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches


  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

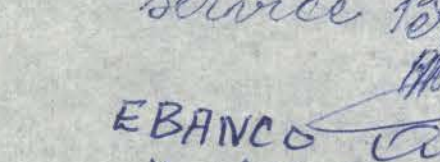
  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches


  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

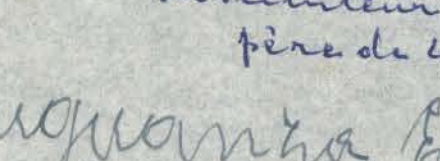
  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches

  
M. BOE NDIJA  
per. de 8 enfts. 4-4es  
sergt major 37 ans  
bref periches



MASHAKA Antoinette  
père de 6 enfants  
Chef du personnel à la  
CONGOMANE

GiRi André

Fère de famille de 1 enfant.  
instituteur. Taux.

Musoko Leonard  
37 ans, père de 2 enfants -  
employé de 76  
travailleurs

MONE NE Bonare  
marie père de 2 enfants

M. M. M. M.

Livanga & Leonard

Livanga

MONANGA D. D. D.

marie - père de 4 enfants

ELUMBU, Camille  
Chef Transitoire  
Femme Bouganda  
âgé de 41 ans  
Fère de 3 enfants



Confidentiel

Le soussigné, licencié en droit, défenseur honoraire agréé auprès des Tribunaux Congolais et actuellement Secrétaire d'Etat à la Présidence s'est vu obligé de par les nécessités de ses fonctions d'examiner si la loi fondamentale du 18 mai 1960 correspond ou non aux besoins actuels et à venir de l'Etat Congolais et d'étudier quels moyens sont actuellement couverts par ce texte pour la reprise en mains des institutions nationales.

Une étude approfondie de cette nature est techniquement impossible dans l'état actuel des choses. Il serait opportun si la nécessité d'une étude complémentaire se fait sentir de constituer une commission mixte dont les membres seraient peu nombreux, mais composée dans une égale proportion de techniciens et d'hommes politiques à l'échelon ministériel.

Les institutions doivent en effet être rapidement adaptées aux besoins immédiats et lointains de la politique nationale

Les récents événements exigent une rupture brutale avec toutes les séquelles du paternalisme colonialiste des politiciens et techniciens belges ayant collaboré à la rédaction de la loi fondamentale.

D'autre part, la situation confuse à tous les échelons qui existe actuellement dans la République du Congo et provoquée par l'exode massif et le sabotage des structures du fait des Belges, exige essentiellement et dans les plus brefs délais l'organisation d'un pouvoir central très puissant dont les décisions et impulsions doivent se répercuter dans les plus lointaines provinces. Ceci exige, la patrie congolaise étant en danger, la mise en sommeil des institutions provinciales et l'accroissement, en raison de l'urgence des pouvoirs des Commissaires d'Etat dans les provinces.

x  
x x

La technique à utiliser en l'état de la loi fondamentale consiste à notre sens :

a) Sur le plan politique : à diffuser dans la masse l'idée que la patrie est en danger et que pour rebâtir le pays les sacrifices de tous s'imposent et que notamment les particularismes provinciaux doivent au moins provisoirement s'effacer. Le vote renforcerait l'autorité politique du Gouvernement Central.

b) Réunir le Parlement et obtenir de lui un vote basé sur l'article 213 de la loi fondamentale ainsi conçu :

" art. 213 : Sur proposition du Président du Gouvernement provincial ou du Commissaire d'Etat, le Sénat peut décider à la majorité des deux tiers de tous membres qui le composent et seule ont en cas d'urgence ou de nécessité, qu'une matière exclusivement attribuée au pouvoir provincial, soit réglée momentanément par la loi.

/...



" Lorsqu'une telle décision est prise, les Chambres peuvent légiférer en cette matière pendant une période n'excédant pas un an.

" A l'issue de ce délai ou dès que les mesures nécessaires ont été prises par la loi, cette matière ressortit à nouveau à la compétence exclusive de la province.

Ainsi les Commissaires d'Etat peuvent proposer de transférer au Gouvernement Central diverses matières particulièrement importantes énumérées à l'article 220, § 2, et attribuées aux Assemblées Provinciales, "l'organisation de la police provinciale, § 3 "la police judiciaire attachée aux Parquets relevant de la Province", § 6 "les finances de la Province", § 10 "l'octroi des concessions minières".

x  
x x

D'autre part et toujours en raison de l'urgence, le Gouvernement Central peut demander aux Chambres en application de l'article 37 ainsi conçu :

" Art. 37 : Le Gouvernement peut, pour l'exécution urgente de son programme, demander aux Chambres l'autorisation pour le Chef de l'Etat de prendre par ordonnance-loi, et pour une matière déterminée, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

" Les ordonnances-loi sont élaborées en Conseil des Ministres et préalablement soumises à la Chambre de constitutionnalité.

" Elles deviennent caduques si elles ne sont approuvées par les Chambres dans un délai de six mois à dater de leur mise en vigueur,"

l'autorisation de prendre des ordonnances-loi.

Ce vote devra dispenser, pour éviter tout retard, de communiquer les textes à la Chambre de Constitutionnalité. La régularité de cette dispense en l'état du texte est discutable, mais il semble qu'il faille passer outre.

L'autorisation de prendre des ordonnances-loi devrait à priori porter dans les domaines suivants énumérés à l'article 219 :

- 1) les relations extérieures et les traités
- 2) les forces armées,
- 3) la gendarmerie,
- 4) la sûreté de l'Etat,
- 10) les finances,
- 11) la monnaie,
- 12) la politique des changes,
- 27) la coordination des sources d'énergie.

Ainsi l'action du pouvoir central serait beaucoup plus forte et efficace dans l'actuelle conjoncture.

x  
x x



Ces dispositions une fois prises, nous préconisons dans les plus brefs délais la mise à l'étude de la Constitution, tâche évidemment délicate et qui ne peut s'improviser.

La procédure envisagée aux art. 98 et suivants de la loi fondamentale est volontiers compliquée par le législateur belge qui souhaite opposer le plus souvent possible le Gouvernement Central et les Gouvernements provinciaux.

Dans quel but :

- 1) pour bénéficier de la paralysie du pouvoir législatif et exécutif;
- 2) pour éviter que la loi fondamentale ne soit trop rapidement modifiée.

Ainsi l'influence des structures mises en place par les Belges se serait-elle fait sentir de longues années dans la République du Congo.

L'article 100 de la loi fondamentale prévoit en effet que la Constitution de l'Etat Congolais doit être approuvée par chacune des assemblées provinciales alors que la Chambre des Représentants et le Sénat Central représentent très valablement la volonté de l'ensemble de la Nation puisqu'ils ont été élus par elle.

L'article 100, § 2 et 3, prévoit en combinaison avec l'article 101 une procédure fort complexe et longue de navettes entre les assemblées centrales et provinciales en cas de rejet par ces dernières de tout ou partie du projet de constitution.

Il suffirait qu'une assemblée provinciale comme celle du Katanga dont la majorité est à la solde de la Belgique refuse systématiquement la Constitution pour que son vote n'intervienne qu'au bout de plusieurs années. Il faut en effet trois navettes (trois allers et deux retours) pour que la Constitution soit adoptée par la majorité des assemblées provinciales.

La loi fondamentale, et ceci montre bien la manœuvre, ne prévoit aucun délai pour obliger les assemblées provinciales à statuer.

Ainsi, à moins d'adopter une procédure révolutionnaire, c'est-à-dire un vote des assemblées centrales rejetant les art. 100 et 101 de la loi fondamentale supprimant le vote de la Constitution par les assemblées provinciales, il sera prudent d'associer officiellement à la préparation du projet de constitution les représentants influents des assemblées provinciales pour que l'accord soit obtenu dès la première navette.

Il nous semble à priori que la future Constitution devra consacrer au Congo le régime présidentiel qui suppose une autorité forte à l'échelon de l'exécutif. Le régime présidentiel consacré par exemple par la Constitution du Ghana constitue un précédent très intéressant et qui pourrait servir de base de travail.



un certain nombre d'articles de la loi fondamentale :

L'article 6 :

" Le Congo constitue, dans ses frontières actuelles, un Etat indivisible et démocratique ".

et l'article 34 :

" .... le Chef de l'Etat ..... n'entre en fonction qu'après avoir prêté .... le serment". Il jure d'observer la loi de la Nation Congolaise, et maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire".

Ces textes pourraient être utilement rappelés à la Belgique et à l'occasion des difficultés qu'elle provoque au Katanga.

x  
x x

L'article 40 prévoit que les Ministres faisant l'objet de poursuites répressives seront traduits devant une Cour de justice composée de magistrats belges.

Cette disposition incompatible avec la notion d'indépendance doit être rejetée comme contraire à l'ordre public congolais.

Les assemblées centrales pourront désigner à l'avance les magistrats congolais appelés à composer la Cour de Justice.

x  
x x

Pour la même raison, il y aurait lieu de supprimer le § 2 de l'article 51 ainsi conçu :

" Art. 51 : l'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartient qu'aux Chambres.

" Pour l'interprétation de la présente loi, les Chambres peuvent solliciter du Parlement Belge l'interprétation que celui-ci en donne".

Ce texte est absolument contraire à l'indépendance effective de la Nation Congolaise.

L'interprétation de la loi fondamentale pourra être donnée par les assemblées centrales à la majorité absolue.

x  
x x

L'article 59 ainsi rédigé :

" Art. 59 : Un projet de loi ne peut être soumis au vote de l'une des Chambres qu'après avoir été adopté article par article".



5

par article. Les rédacteurs belges de la loi fondamentale ont voulu ici une fois de plus ralentir l'exercice du pouvoir législatif. Ce texte est donc à supprimer.

X  
X X

L'article 71 ainsi rédigé :

" Art. 71 : Avant l'adoption définitive de la Constitution, la dissolution d'une ou des deux Chambres ne peut être prononcée par le Chef de l'Etat qu'après délibération en Conseil des Ministres et de l'accord d'une des deux Chambres au moins, acquis aux deux tiers des membres présents ",

est dangereux. Il fausse en effet l'équilibre des pouvoirs exécutifs et législatif en faveur du législatif, en retirant au Chef de l'Etat le droit de dissolution.

Ainsi que l'écrit un auteur réputé (M. DEVERGER Droit constitutionnel P.U.F. 1955 p.189):

" Sans la dissolution le Cabinet se trouve pratiquement désarmé en face d'un parlement qui peut le renverser à sa guise. La dissolution seule rétablit l'équilibre des pouvoirs : devant un vote de défiance de la Chambre, le Cabinet prononcera la dissolution, et les électeurs seront appelés à trancher le conflit "

Le texte de l'article 71 précité exige pour la dissolution des assemblées centrales, la décision conforme de dissolution des deux tiers des membres d'une des deux assemblées. Ce qui équivaut à rendre très inconfortable la position du Gouvernement.

Or, comme on l'a vu plus haut, l'article 71 est applicable jusqu'à promulgation de la Constitution dont l'établissement est compliqué, est fort long.

Ainsi ce que craignait la Belgique c'est le Gouvernement

X  
X X

L'article 151 qui permet aux Gouvernements provinciaux de sanctionner ses édits provinciaux de peines allant jusqu'à six mois de servitude pénale devront être supprimés. Les organes centraux (toujours dans un souci de centralisation) devraient être seuls à pouvoir légiférer en matière pénale, matière particulièrement grave.

X  
X X

L'article 176 établit les pouvoirs du Gouvernement provincial : il confère à ce Gouvernement le pouvoir d'exécuter par voie d'arrêtés les lois, ordonnances-loi et ordonnances du Gouvernement Central.

Cette disposition est une source d'anarchie et d'inefficacité : il suffit d'imaginer comment l'actuel gouvernement du Katanga exécuterait les décisions du Gouvernement Central.



compétence du Commissaire d'Etat prévu aux articles 180 et suivants. Le Commissaire d'Etat devant jouer un rôle particulièrement important dans l'état des institutions et ces fonctions devraient être occupées par des hommes particulièrement bien choisis.

L'article 183 prévoit que le Commissaire d'Etat peut assister aux délibérations de l'assemblée et y intervenir. Il faudrait qu'il en soit de même auprès du Gouvernement.

X  
X X

L'article 189 prévoit que la Cour de Cassation de Belgique statuera jusqu'à ce que soit créée la Cour de Cassation du Congo. Cette disposition est à supprimer comme contraire à la souveraineté nationale. Il convient d'organiser cette juridiction au plus tôt.

X  
X X

Il conviendra de veiller avec la plus grande attention à la composition de la Chambre des Conflits prévue aux articles 232 et suivants.

Elle tranche les différends sur la compétence entre le pouvoir central et provincial. Cette chambre devra être favorable à la tendance centralisatrice.

Il convient de supprimer les articles 253 et 254 qui prévoient qu'à titre transitoire le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes Belges auront compétence pour le Congo jusqu'à ce qu'il institue sa propre Cour Constitutionnelle et sa propre Cour des Comptes.

Ces deux textes, même transitoires, sont contraires à la souveraineté de la République du Congo.

#### CONCLUSIONS :

Nous répétons que l'étude qui vient d'être effectuée est nécessairement sommaire tant en raison de l'importance des problèmes soulevés que du temps dont nous avons disposé.

La principale critique que l'on puisse faire à la loi fondamentale est de traduire la volonté du législateur belge de paralyser l'action du Gouvernement Central Congolais.

A cet effet, la loi fondamentale complique à l'excès l'établissement de la Constitution, exagère le pouvoir des gouvernements et des assemblées provinciaux, maintient l'influence belge par le truchement de divers organismes techniques (cour de cassation, cour des comptes, etc...).

Pour l'immédiat et en raison des circonstances nous apparaît en tout cas nécessaire que les assemblées et le Gouvernement Centraux obtiennent le transfert d'un grand nombre de compétences provinciales et que le Gouvernement puisse agir par le procédé des ordonnances-loi.

Le Secrétaire d'Etat  
à la Présidence



Loi fondamentale du 17 juin 1960 relative aux libertés publiques.

BAUDOUIN

Roi des Belges.

A tous présents et à venir.  
Séant.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1.

La présente loi traduit l'indéfectible attachement des populations congolaises aux droits de l'homme et aux principes de la démocratie.

Elle s'inspire de leur primordial souci d'assurer le respect de la personne humaine sans distinction aucune de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, de nationalité, d'opinion politique ou autre, d'origine sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

Elle a pour objet de définir les droits dont les individus jouissent au Congo et dont les autorités doivent assurer le respect ou favoriser la réalisation.

Article 2.

Tous les habitants du Congo sont libres et égaux en dignité et en droits.

La jouissance des droits politiques est toutefois réservée aux congolais sauf les exceptions établies par la loi.

Article 3.

1. Toute personne a droit au respect et à la protection de sa vie, et de son intégrité corporelle.

2. Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

3. La mort ne peut être intentionnellement infligée qu'en exécution d'une sentence capitale prononcée par la juridiction compétente.

4. N'est pas considérée comme infligée en violation de cet article la mort qui résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire :

a) pour assurer la légitime défense de soi-même ou d'autrui ;

b) pour réprimer par des moyens légitimes une émeute ou une insurrection.

Article 4.

Toute personne a droit à la liberté.

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.

2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire sauf s'il s'agit :

Fundamentele wet van 17 juni 1960 betreffende de openbare vrijheden.

BOUDEWIJN

Koning der Belgen.

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden.  
Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen voigt :

Artikel 1.

Deze wet vertolkt de onwrikbare gehechtheid van de Congolese bevolking aan de rechten van de mens en de beginselen van de democratie.

Zij berust op de fundamentele bezorgdheid om de eerbied voor de menselijke persoon te verzekeren, zonder enig onderscheid van ras, kleur, geslacht, taal, godsdienst, nationaliteit, politieke of andere overtuiging, sociale herkomst, vermogen, geboorte of iedere andere toestand.

Zij heeft ten doel de rechten te bepalen die de enkelingen in Congo genieten en waarvan de overheid de eerbiediging moet verzekeren of de totstandkoming bevorderen.

Artikel 2.

Alle inwoners van Congo zijn vrij en gelijk in waardigheid en in rechten.

Het genot van de politieke rechten komt echter alleen toe aan de Congolezen, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

Artikel 3.

1. Een ieder heeft recht op eerbiediging en bescherming van zijn leven en zijn lichamelijke gaafheid.

2. Niemand mag worden onderworpen aan folteringen noch aan onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen.

3. Niemand mag opzettelijk van het leven worden beroofd, tenzij bij wege van tenuitvoerlegging van een doodvonnis, uitgesproken door de bevoegde rechtbank.

4. Wordt niet geacht in strijd met dit artikel te zijn geschied de beroving van het leven, die het gevolg is van geweld dat absoluut noodzakelijk is :

a) om zichzelf of iemand anders wettig te verdedigen ;

b) om met wettige middelen een oproer of opstand te onderdrukken.

Artikel 4.

Een ieder heeft recht op vrijheid.

1. Niemand mag in slavernij of dienstbaarheid worden gehouden.

2. Niemand mag worden gedwongen dwangarbeid of verplichte arbeid te verrichten, behoudens wanneer het gaat om :



a) d'un travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues à l'article 5;

b) d'un service militaire;

c) d'un service requis dans le cas de crises ou de calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;

d) d'un travail ou service faisant partie des obligations civiques imposées en vertu de la loi.

#### Article 5.

1. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales.

a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;

b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour inobservation à une ordonnance rendue, conformément à une disposition législative, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution prescrite par la loi;

c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci.

d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur décidée en vue de le traduire devant l'autorité compétente ou d'assurer son éducation surveillée;

e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;

f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulière d'un étranger pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire ou contre lequel une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée dans le plus court délai et au plus tard dans les 24 heures des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle. Ces raisons sont portées à sa connaissance dans une langue qu'elle comprend.

3. Toute personne arrêtée ou détenue dans les conditions prévues au § 1<sup>er</sup> du présent article doit être traduite aussitôt que possible devant un juge ou un autre magistrat habilité

a) een werk dat normaal wordt gevorderd van iemand die wordt gevangen gehouden overeenkomstig de bepalingen van artikel 5;

b) een militaire dienst;

c) een dienst die wordt gevorderd in het geval van een noodtoestand of ramp welke het leven of het welzijn van de gemeenschap bedreigt;

d) een werk of dienst die deel uitmaakt van de krachtens de wet opgelegde burgerplichten.

#### Artikel 5.

1. Niemand kan van zijn vrijheid worden beroofd, behoudens in de volgende gevallen en met de wettelijke middelen:

a) indien hij rechtmatig wordt gevangen gehouden na veroordeling door een bevoegde rechtbank;

b) indien hij rechtmatig wordt aangehouden of gevangen gehouden wegens niet-nakoming van een bevel door de rechtbank overeenkomstig een wetgevende bepaling gegeven, of teneinde de bij de wet voorgeschreven tenuitvoerlegging te verzekeren;

c) indien hij wordt aangehouden en gevangen gehouden om voor een bevoegde rechterlijke overheid te worden gebracht en er aannemelijke gronden zijn om te vermoeden dat hij een misdrijf heeft gepleegd of er gegronde redes worden een misdrijf te plegen of na het plegen daarvan te vluchten;

d) in het geval van rechtmatige gevangenhouding van een minderjarige met het doel hem voor het bevoegde gezag te leiden of in zijn opvoeding in te grijpen;

e) in het geval van rechtmatige gevangenhouding van personen, die een besmettelijke ziekte zouden kunnen verspreiden, van geesteszieken, van verslaafden aan alcohol of verdovende middelen of van landlopers;

f) in het geval van rechtmatige aanhouding of gevangenhouding van vreemdelingen teneinde hen te beletten op onrechtmatige wijze het land binnen te komen of indien tegen hen een uitwijzings- of uitleveringsprocedure hangende is.

2. Aan iedere aangehouden persoon moet binnen de kortst mogelijke tijd en uiterlijk binnen 24 uren worden kennis gegeven van de gronden waarop hij is aangehouden en van elke beschuldiging die tegen hem is ingebracht. Deze gronden worden te zijner kennis gebracht in een taal die hij begrijpt.

3. Ieder die overeenkomstig de bepalingen in § 1 e) van dit artikel is aangehouden of wordt gevangen gehouden, moet zodra mogelijk worden gebracht voor een rechter of voor een ande-



par la loi à exercer des fonctions judiciaires et à le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

#### Article 6.

1. Toute personne a droit en pleine égalité à ce que sa cause soit entendue équitablement par un tribunal indépendant et impartial qui décide à par un jugement motivé rendu en séance publique, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, et éventuellement de la peine qu'elle doit subir.

2. Les débats sont publics sauf si les bonnes mœurs ou l'ordre public exigent le huis clos qui sera prononcé par jugement.

3. Nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne. Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établie qu'en vertu d'une loi. Il ne peut être créé de commission ni de tribunal extraordinaire sous quelque dénomination que ce soit.

#### Article 7.

1. Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par les lois et les édits et dans les formes prescrites au moment où l'infraction a été commise.

2. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction. De même il ne peut être infligé une peine plus forte que celle qui était appliquée au moment où l'infraction a été commise.

3. Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu d'une loi ou d'un édit.

4. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie.

re magistrat die wettelijk bevoegd is om rechterlijke ambten uit te oefenen en heeft het recht om binnen een redelijke termijn te worden gevonnisd, of om gedurende de rechtspleging te worden vrijgelaten. De invrijheidstelling kan worden afhankelijk gesteld van een waarborg om te verzekeren dat de betrokkene op de terechtzitting verschijnt.

4. Hij die door aanhouding of gevangenhouding van zijn vrijheid beroofd is, heeft het recht om bij een rechtbank beroep in te stellen opdat deze onverwijld uitspraak doet over de wettelijkheid van zijn gevangenhouding en zijn invrijheidstelling beveelt indien de gevangenhouding onwettelijk is.

5. Hij die het slachtoffer is van een aanhouding of gevangenhouding in strijd met de bepalingen van dit artikel heeft recht op vergoeding.

#### Artikel 6.

1. Een ieder heeft een volkomen gelijk recht dat zijn zaak op billijke wijze wordt gehoord door een onafhankelijke en onpartijdige rechtbank die, bij een met redenen omkleed vonnis, in openbare terechtzitting gewezen, zal beslissen over zijn rechten en verplichtingen of over de gegrondheid van iedere strafrechtelijke beschuldiging die tegen hem wordt ingebracht, en eventueel over de straf die hij moet ondergaan.

2. De debatten zijn openbaar, behalve wanneer de goede zeden of de openbare orde eisen dat de deuren worden gesloten, hetgeen bij vonnis wordt uitgesproken.

3. Niemand kan tegen zijn wil worden afgetrokken van de rechter die de wet hem toekent. Geen rechtbank, geen met eigenlijke rechtspraak belast orgaan kan worden ingesteld dan krachtens een wet. Geen buitengewone rechtbank of commissie kan, onder welke benaming ook, in het leven worden geroepen.

#### Artikel 7.

1. Niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wetten en de edicten bepalen en in de vorm die voorgeschreven was ten tijde van het plegen van het strafbare feit.

2. Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten dat op het ogenblik zelf niet strafbaar was. Evenmin kan een zwaardere straf worden opgelegd dan die welke toegepast werd ten tijde van het begin van het strafbare feit.

3. Geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens een wet of een edict.

4. Ieder die van een strafbaar feit is beschuldigd, wordt voor onschuldig gehouden totdat zijn schuld bewezen is.



5. Tout inculpé a droit notamment à :

a) être informé d'une manière détaillée, dans le plus court délai et au plus tard dans les 24 heures, et dans une langue qu'il comprend, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;

b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ;

d) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;

e) se faire assister gratuitement d'un interprète s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

Article 8.

Nulle autorisation préalable n'est nécessaire pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics pour faits de leur administration, sous réserve des dispositions prévues, en ce qui concerne les ministres, par la loi fondamentale relative aux structures.

Article 9.

Toute personne a droit au respect de l'inviolabilité de son domicile. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que dans les cas prévus par la loi ou les édits et en vue de répondre aux nécessités qu'imposent dans une société démocratique, la sécurité nationale, la sûreté publique, la défense de l'ordre et la prévention des infractions pénales.

Article 10.

Toute personne a droit au secret de sa correspondance, en ce compris ses communications télégraphiques et téléphoniques.

Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que dans les cas prévus par la loi ou les édits et en vue de répondre aux nécessités qu'imposent dans une société démocratique la sécurité nationale, la sûreté publique ainsi que la défense de l'ordre et la prévention des infractions pénales.

Article 11.

A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille dans les conditions déterminées par la loi ou les édits, ainsi que par la coutume si celle-ci n'est pas contraire à l'ordre public.

5. Ieder verdachte heeft ten minste de volgende rechten :

a) binnen de kortst mogelijke tijd en uiterlijk binnen 24 uren, in een taal welke hij verstaat en in bijzonderheden, op de hoogte te worden gesteld van de aard en de reden van de tegen hem ingebrachte beschuldiging ;

b) te beschikken over voldoende tijd en faciliteiten welke nodig zijn voor de voorbereiding van zijn verdediging ;

c) zich zelf te verdedigen of de bijstand te hebben van een raadslid naar zijn keuze ;

d) de getuigen à charge te ondervragen of doen ondervragen en het oproepen en de ondervraging van getuigen à décharge te doen geschieden op dezelfde voorwaarden als het geval is met de getuigen à charge ;

e) zich kosteloos te doen bijstaan door een tolk indien hij de taal, welke ter terechtzitting wordt gebezigd, niet verstaat of niet spreekt.

Artikel 8.

Geen voorafgaande toelating is nodig om vervolgingen in te stellen tegen openbare ambtenaren wegens daden van hun bestuur, onder voorbehoud van wat ten opzicht van de ministers zal worden bepaald door de fundamentele wet betreffende het staatsbestel.

Artikel 9.

Een ieder heeft recht op eerbiediging van de onschendbaarheid van zijn woning. Geen immenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, tenzij in de gevallen bepaald bij de wet of de edicten en om te voldoen aan de eisen die in een democratische maatschappij bestaan ter zake van 's Lands veiligheid, de openbare veiligheid, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten.

Artikel 10.

Een ieder heeft recht op het geheim van zijn briefwisseling, met inbegrip van zijn telegraaf- en telefoonverkeer.

Geen immenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, tenzij in de gevallen bepaald bij de wet of de edicten en om te voldoen aan de eisen die in een democratische maatschappij bestaan ter zake van 's Lands veiligheid, de openbare veiligheid, de bescherming van de openbare orde en de voorkoming van strafbare feiten.

Artikel 11.

Mannen en vrouwen van huwbare leeftijd hebben het recht te huwen en een gezin te stichten overeenkomstig de bepalingen van de wet of de edicten, alsmede overeenkomstig de gewoonte indien deze niet in strijd is met de openbare orde.



Le mariage et la famille constituent la base naturelle et morale de la communauté humaine et ils sont placés sous la protection de l'Etat.

#### Article 12.

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, la propagation, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2. Aucun élève d'un établissement d'enseignement ne sera astreint à suivre des cours d'instruction religieuse, à participer à une cérémonie religieuse ou à prendre part à un culte procédant d'une religion autre que la sienne.

3. Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à l'application des mesures prévues par la loi ou les édits pour répondre aux nécessités imposées dans une société démocratique par la sécurité publique, la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publique ou de celle des droits et libertés d'autrui.

#### Article 13.

1. Le droit à l'instruction étant reconnu, les pouvoirs publics mettront tout en œuvre pour assurer à tous les enfants congolais l'accès à l'enseignement, en créant les établissements nécessaires, et en subsidiant les établissements privés présentant les garanties souhaitables.

2. L'enseignement est libre.

3. L'instruction organisée par les Pouvoirs publics est réglée par la loi ou les édits.

#### Article 14.

1. Le respect des biens acquis suivant la loi ou les édits ou les coutumes ainsi que le respect des investissements, est garanti.

2. Nul ne peut être privé de sa propriété qu'en vertu d'un acte rendu exécutoire par une décision des Cours et tribunaux qui en vérifient la légalité.

3. Aucune mesure emportant privation de la propriété ne peut être prise que pour cause d'utilité publique dans les cas et de la manière établis par la loi et après paiement d'une juste indemnité fixée par le juge.

4. La confiscation générale des biens est interdite.

Huwelijk en gezin vormen de natuurlijke en zedelijke grondslag van de menselijke gemeenschap en staan onder de bescherming van de Staat.

#### Artikel 12.

1. Een ieder heeft recht op de vrijheid van gedachten, geweten en godsdienst; dit recht omvat tevens de vrijheid om van godsdienst of overtuiging te veranderen, alsmede de vrijheid om hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als in zijn particulier leven, zijn godsdienst of overtuiging te belijden door de eredienst, door het verbreiden en het onderwijzen ervan, door de praktische toepassing ervan en het onderhouden van de geboden en voorschriften.

2. Geen leerling van een onderwijsinstelling is gehouden godsdienstonderwijs te volgen, of deel te nemen aan een godsdienstige plichtigheid of een eredienst die tot een andere godsdienst dan de zijne behoort.

3. De bovenstaande bepalingen verhinderen de toepassing niet van de maatregelen waarin de wet of de edicten voorzien om te voldoen aan de in een democratische maatschappij gestelde eisen van openbare veiligheid, gezondheid of zedelijkheid of bescherming van andermans rechten en vrijheden.

#### Artikel 13.

1. Aangezien het recht op onderwijs erkend is, stellen de openbare besturen alles in het werk om aan alle Congolese kinderen de toegang tot het onderwijs te verzekeren door de vereiste inrichtingen tot stand te brengen en door de private inrichtingen die de gewenste waarborgen bieden, te subsidiëren.

2. Het onderwijs is vrij.

3. Het onderwijs, georganiseerd door de openbare besturen, wordt bij de wet of de edicten geregeld.

#### Artikel 14.

1. De eerbiediging van de goederen verkregen overeenkomstig de wet, de edicten of de gewoonte, alsmede de eerbiediging van de investeringen zijn gewaarborgd.

2. Niemand kan van zijn eigendom worden onttrokken dan krachtens een akte uitvoerbaar verklaard bij een beslissing van de hoven en rechtbanken, die de wettelijkheid ervan nagaan.

3. Geen maatregel die ontzetting van de eigendom medebrengt, kan worden genomen dan ten algemene nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en na betaling van een billijke vergoeding, vastgesteld door de rechter.

4. Algemene verbeurdverklaring van goederen is verboden.



#### Article 15.

Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses opinions notamment par la parole, la plume et l'image.

L'exercice de cette liberté peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions qui prévues par la loi ou les édits constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

#### Article 16.

Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, ou les édits constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat.

#### Article 17.

1° Les pouvoirs publics doivent tendre à assurer à chacun :

a) le droit au travail, au libre choix de son travail et à la protection contre le chômage ;

b) des conditions décentes de travail ;

c) une rémunération équitable et satisfaisante existant au travailleur ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine, et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale ;

d) un repos et des loisirs notamment par une limitation raisonnable de la durée du travail et des congés payés périodiques.

#### Artikel 15.

Een ieder heeft recht om zijn opvattingen vrij uit te drukken en te verspreiden, met name door het woord, de pen en het beeld.

Het uitoefenen van deze vrijheid kan worden onderworpen aan sommige formaliteiten, voorwaarden, beperkingen of straffen die bij de wet of de edicten zijn bepaald en maatregelen uitmaken die in een democratische maatschappij nodig zijn voor 's lands veiligheid, voor een ongeschonden grondgebied of voor de openbare veiligheid, voor de verdediging van de orde en het voorkomen van misdaden, voor het behoud van de gezondheid of van de zedelijkheid, voor de bescherming van andermans goede faam of rechten, om het verspreiden van vertrouwelijke inlichtingen te beletten of om het gezag en de onpartijdigheid van de rechtelijke macht te verzekeren.

#### Artikel 16.

Een ieder heeft het recht om vrij en vreedzaam te vergaderen en om zich vrij te verenigen, met inbegrip van het recht om met anderen beroepsverenigingen op te richten en aan te sluiten bij beroepsverenigingen voor de verdediging van zijn belangen.

Op de uitoefening van deze rechten kunnen geen andere beperkingen worden gesteld dan die welke bepaald zijn bij de wet of de edicten en maatregelen uitmaken die in een democratische maatschappij nodig zijn voor 's land veiligheid, voor de openbare veiligheid, voor de verdediging van de orde en het voorkomen van misdaden, voor het behoud van de gezondheid of van de zedelijkheid, of voor de bescherming van andermans rechten en vrijheden. Dit artikel verbiedt niet dat wettelijke beperkingen worden gesteld op de uitoefening van deze rechten door de leden van de gewapende strijdkrachten, de politie of het bestuur van de Staat.

#### Artikel 17.

1. De openbare besturen moeten er naar streven om aan een ieder te verzekeren :

a) het recht op arbeid, op de vrije keus van zijn arbeid en op de bescherming tegen werkloosheid ;

b) behoorlijke arbeidsvoorwaarden ;

c) een billijke en toereikende vergoeding die de werknemer alsmede zijn gezin een bestaan verzekert dat overeenkomt met de menselijke waardigheid, en die, indien nodig, wordt aangevuld door alle andere middelen van sociale bescherming ;

d) rust en vrije tijd, inzonderheid door een redelijke beperking van de arbeidsduur en het periodisch betaald verlof.



2° Nul ne peut être défavorisé dans son travail ou son emploi en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

3° Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois et des édits qui le régissent et ne peut en aucun cas porter atteinte à la liberté du travail ni au libre exercice du droit de propriété.

Article 18.

En cas de guerre ou de troubles graves menaçant la sûreté intérieure de l'Etat, il sera loisible au Gouvernement ou aux pouvoirs provinciaux de prendre des dispositions dérogeant aux articles 5, § 2, 9, 15 et 16, dans la stricte mesure exigée pour le maintien ou le rétablissement de la paix publique, et de régler le paiement des réquisitions, sans être liés par les prescriptions de l'article 14, § 3.

Article 19.

La présente loi ne peut être modifiée qu'aux conditions et selon la procédure fixées pour l'adoption des dispositions de la constitution du Congo.

Article 20.

La présente loi abroge toutes dispositions moins amples ou contraires de la loi fondamentale du 18 octobre 1908.

Article 21.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur congolais*.

Donné à Bruxelles, le 17 juin 1960.

BAUDOUIN.

Par le Roi :  
Le Ministre  
du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Van Koningswege :  
De Minister  
van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

DE SCHRYVER.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie.

MERCHIEERS.

2. Niemand kan in zijn arbeid of bediening worden benadeeld wegens zijn herkomst, zijn opvattingen of zijn geloof.

3. Het stakingsrecht wordt uitgeoefend in het kader van de wetten en de edicten die het beheersen en mag in geen geval inbreuk maken op de arbeidsvrijheid en de vrije uitoefening van het eigendomsrecht.

Artikel 18.

In geval van oorlog of van ernstige onlusten die de inwendige veiligheid van de Staat bedreigen, staat het de regering of de provinciale machten vrij maatregelen te nemen die afwijken van de artikelen 5, § 2, 9, 15 en 16, mits deze maatregelen niet verder gaan dan vereist is voor de handhaving of het herstel van de openbare vrede, en regels te stellen voor de betaling van de opeisingen, zonder gebonden te zijn door de voorschriften van artikel 14, § 3.

Artikel 19.

Deze wet kan alleen worden gewijzigd overeenkomstig de bepalingen en de procedure die voor de aanneming van de bepalingen der Congolese Grondwet zijn gesteld.

Artikel 20.

Deze wet heft alle minder uitvoerige of tegenstrijdige bepalingen van de fundamentele wet van 18 oktober 1908 op.

Artikel 21.

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in de *Congolese Moniteur* is bekendgemaakt.  
Gegeven te Brussel op 17 juni 1960.